

Grève massive dans l'éducation face à la valse des protocoles Covid

Paris, 13 janv. 2022 (AFP) -

"Ras-le-bol": les enseignants et autres personnels de l'Education nationale, exaspérés par la valse des protocoles sanitaires liés à l'épidémie de Covid-19, participent à une grève massive jeudi, avec la moitié des écoles fermées selon le premier syndicat du primaire.

Près de 38,5% des enseignants sont en grève dans les écoles maternelles et élémentaires, selon le ministère de l'Education, tandis que le SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire, annonce 75% de grévistes. Une école primaire sur deux est fermée, selon le SNUipp-FSU.

Ce "n'est pas une grève contre le virus mais cela illustre le ras-le-bol grandissant dans les écoles" selon ce syndicat, en référence aux propos du ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, qui avait parlé d'une "grève contre le virus".

Dans les collèges et lycées, 23,7% des enseignants sont mobilisés, selon le ministère, tandis que le Snes-FSU, premier syndicat du second degré, annonce 62% de grévistes. "La grève est majoritaire et témoigne d'une forte colère dans la communauté éducative", souligne ce syndicat.

L'ensemble des syndicats enseignants, auxquels se sont associés notamment, fait plus rare, les inspecteurs de l'Education nationale ou les chefs d'établissements, ont appelé à la grève et à des manifestations dans la journée, dénonçant "une pagaille indescriptible" en raison des protocoles sanitaires.

"Il y a trop d'inadéquation entre les contraintes données et la réalité du terrain, on épuise tout le monde", a expliqué à l'AFP Patrick Roumagnac, secrétaire général du Syndicat de l'inspection de l'Education nationale (SI.EN UNSA, majoritaire).

Le cortège parisien, auquel devrait prendre part les candidats de gauche à la présidentielle, partira en début d'après-midi du palais du Luxembourg, en direction du ministère de l'Education.

À Clermont-Ferrand, un cortège fourni, de 1.200 personnes selon la préfecture et 1.500 personnes selon un syndicat, a démarré vers 10H30, avec des pancartes appelant à la démission du ministre de l'Education. "Contre ce virus, je fais grève car j'atteste sur l'honneur être mal payé et être méprisé par mon ministre", pouvait-on lire sous une photo de M. Blanquer.

A Rennes, 4.500 manifestants selon les organisateurs, 2.200 selon la police, sont partis du centre-ville pour aller devant le rectorat, avec des slogans tels que "Ma pancarte est pourrie, ton protocole aussi" ou "Renouveler l'air, virer Blanquer".

"Je suis en grève parce que je souhaite redonner du sens à mon métier", a indiqué à l'AFP Margot, directrice d'école maternelle à Rennes. "Là je me retrouve à faire énormément d'administratif, à maltraiter les enfants, à abandonner mes élèves en classe, à devoir justifier des protocoles auprès des familles auxquels je ne crois pas. Il est temps que ça s'arrête".

A Marseille, où les affiches "école fermée" étaient nombreuses sur les portes des établissements, le cortège matinal comptait 2.200 manifestants selon la préfecture de police. Le manque de moyens était mis en avant sur les pancartes: "moins de mépris, plus de moyens", "Blanquer on veut une infirmière" ou encore "ordre, ordre, désordre".

- "Je comprends l'exaspération" -

Au-delà des professionnels de l'éducation, les mouvements lycéens FIDL, MNL et La Voix lycéenne, ainsi que la FCPE, première organisation de parents d'élèves, ont eux aussi rejoint le mouvement, cette dernière invitant les parents à se mobiliser. L'Unaape (Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves) a appelé elle aussi "à soutenir par solidarité le mouvement de toutes les équipes éducatives", selon son président Patrick Salaün. A Paris ou à Lyon, des parents affichaient leur soutien à la grève, même si celle-ci entraîne pour eux des difficultés d'organisation. "Je comprends l'exaspération des enseignants", a indiqué à l'AFP Carine, une mère d'élève, devant une école élémentaire du nord-est parisien.



"C'est vrai que c'est pénible, je comprends que le personnel en a marre. Même la directrice elle doit sûrement travailler pendant les week-ends pour faire son travail, ils n'en peuvent plus les gens", estime également François Lordenimus, parent d'élève, devant une école de Caluire-et-Cuire (Rhône).

Depuis 2000, la plus forte mobilisation dans l'éducation date du 13 mai 2003, lorsque les enseignants s'étaient mis en grève pour protester contre la réforme des retraites de François Fillon. Le taux de grévistes avait alors atteint 74% dans le premier degré, 70,5% au collège, 65% en lycée général et technologique et 62,2% en lycée professionnel.

"Depuis de nombreuses années, nous n'avons pas vu un ensemble aussi compact et unitaire de syndicats, à la fois du premier, du second degré, mais aussi de l'encadrement", selon l'historien de l'éducation Claude Lelièvre dans un entretien à Libération.

La tension monte, avec un ministre de l'Education, autrefois bon élève du gouvernement et aujourd'hui dans la tourmente. Face aux appels à la démission, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a assuré mercredi que l'exécutif était "très en soutien" de son ministre Jean-Michel Blanquer.

"Soit on veut créer des polémiques, ce qui est assez facile vu les difficultés que pose ce virus, soit on cherche l'union nationale autour de notre école", s'est défendu le ministre de l'Education mercredi devant le Sénat.
bur-asm-slb/bfa/fio

Afp le 13 janv. 22 à 13 58.

